

austro-allemandes. Il y a de plus la question de l'Alsace-Lorraine. L'iniquité de 1871 doit être réparée. Cette plaie vive a empoisonné la paix européenne pendant un demi-siècle, et tant qu'elle ne sera pas guérie la santé politique de l'Europe restera compromise. L'Angleterre soutiendra jusqu'à la mort la démocratie française dans sa revendication de l'Alsace-Lorraine. En Orient la Turquie peut garder Constantinople. Mais les Dardanelles doivent être neutralisées, et l'Arménie, l'Arabie, la Mésopotamie, la Syrie et la Palestine devraient voir reconnue leur situation particulière du point de vue national. Pour ce qui est de la Russie, il est difficile de se prononcer, vu son attitude présente. Elle négocie elle-même séparément avec l'Allemagne. Qu'advient-il de ses provinces envahies par cette dernière ? Une chose est certaine, c'est que l'indépendance de la Pologne est de nécessité urgente pour l'Europe occidentale. Une grave question est celle des colonies allemandes, qui sont toutes au pouvoir des Alliés actuellement. Cette question sera soumise à une conférence qui devra prendre en considération les vœux et les intérêts des habitants. En somme trois points saillants se détachent du discours du premier ministre britannique : le rétablissement de la sainteté des traités ; le respect de la volonté des gouvernés dans les règlements territoriaux ; la création d'une organisation internationale pour limiter les armements et diminuer les probabilités de guerre.

Cet important discours a été bien accueilli par les délégués du travail à qui il s'adressait d'abord, et ensuite par la presse et l'opinion dans tous les pays de l'Entente. En Allemagne même on a signalé son ton modéré, mais en déclarant inadmissibles les conditions de paix qu'il propose.

Les commentaires qu'il avait suscités duraient encore, lorsqu'un autre exposé des vues antigermaniques est venu produire une nouvelle sensation. Le 8 janvier, le président